











# Procédure file

Informations de base	
INI - Procédure d'initiative	2017/2280(INI)
Procédure terminée	
Mise en ?uvre des instruments de financement extérieur de l'Union: examen à mi?parcours en 2017 et future architecture après 2020	
Sujet 6.30.02 Assistance et coopération financière et technique 6.40 Relations avec les pays tiers	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>AFET</b> Affaires étrangères (Commission associée)	 <a href="#">SCHAAKE Marietje</a>	11/07/2017
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE Antonio</a>	
		 <a href="#">CRISTEA Andi</a>	
		 <a href="#">VISTISEN Anders Primdahl</a>	
		 <a href="#">LÖSING Sabine</a>	
		 <a href="#">SOLÉ Jordi</a>	
		 <a href="#">CASTALDO Fabio Massimo</a>	
		Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis
<b>DEVE</b> Développement (Commission associée)	 <a href="#">MCAVAN Linda</a>	06/09/2017	
<b>INTA</b> Commerce international	 <a href="#">LANGE Bernd</a>		22/01/2018
<b>BUDG</b> Budgets	 <a href="#">ARTHUIS Jean</a>		09/10/2017
Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Coopération internationale et développement</a>	Commissaire MIMICA Neven	

Événements clés			
18/01/2018	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture/lecture unique		
18/01/2018	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		
20/03/2018	Vote en commission, 1ère lecture/lecture unique		
26/03/2018	Dépôt du rapport de la commission, lecture unique	<a href="#">A8-0112/2018</a>	Résumé
17/04/2018	Débat en plénière		
18/04/2018	Résultat du vote au parlement		
18/04/2018	Décision du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">T8-0119/2018</a>	Résumé
18/04/2018	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/2280(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Mise en ?uvre
Base juridique	Règlement du Parlement EP 54
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	AFET/8/11783

Portail de documentation					
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE615.452</a>	12/01/2018	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE618.095</a>	13/02/2018	EP	
Avis de la commission	<b>DEVE</b>	<a href="#">PE615.407</a>	21/02/2018	EP	
Avis de la commission	<b>INTA</b>	<a href="#">PE616.876</a>	21/02/2018	EP	
Avis de la commission	<b>BUDG</b>	<a href="#">PE616.571</a>	22/02/2018	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A8-0112/2018</a>	26/03/2018	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0119/2018</a>	18/04/2018	EP	Résumé

## Mise en ?uvre des instruments de financement extérieur de l'Union: examen à mi-parcours en 2017 et future architecture après 2020

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Marietje SCHAAKE (ADLE, NL) sur la mise en uvre des instruments de financement extérieurs de l'UE: examen à mi-parcours 2017 et future architecture après 2020.

Entre 2014 et 2020, l'UE a consacré 51,8 milliards EUR à son action extérieure. Une part importante de ce financement, 32 milliards EUR, est décaissée par le biais d'instruments dits de financement extérieur. Il s'agit de neuf instruments thématiques et géographiques distincts et d'un règlement commun de mise en uvre.

Examen à mi-parcours: l'examen à mi-parcours de la Commission a conclu que les instruments actuels étaient généralement adaptés à l'objectif visé. Les députés ont toutefois regretté que le manque de flexibilité et de cohérence du financement de l'UE au titre de la rubrique 4

du cadre financier pluriannuel (CFP) actuel témoignent de l'ambition limitée de l'UE d'agir en véritable acteur mondial. Cependant, le rapport a noté que de nombreux pays partenaires et thèmes abordés par les instruments de l'UE ont enregistré des progrès positifs, ce qui témoigne de la pertinence et de l'importance des instruments.

Des fonds fiduciaires de l'UE ont été créés pour s'attaquer aux causes profondes de la migration. Les députés ont regretté que les contributions du budget de l'UE aux fonds fiduciaires de l'UE et à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie aient limité la cohérence globale, les perspectives à long terme et l'incidence de l'action de l'Union. Ils ont souligné une fois de plus que les nouvelles priorités devaient être financées par de nouveaux crédits et ont regretté que le Parlement n'ait été consulté officiellement à aucun stade du processus décisionnel de la déclaration UE-Turquie et qu'il n'ait pas été invité à donner son approbation.

Les députés ont déploré qu'il n'existe aucun document stratégique clair expliquant les synergies entre les instruments ainsi que leur rôle dans la stratégie globale de l'Union en matière de politique étrangère. Ils ont rappelé l'importance que les instruments soient complémentaires, puissent être adaptés au contexte local et puissent faire face rapidement et efficacement à des défis nouveaux et imprévus.

Ils ont également regretté que les instruments ne contiennent aucune référence explicite à la possibilité de suspendre l'assistance dans les cas où un pays bénéficiaire ne respecte pas des principes fondamentaux tels que la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Recommandations pour 2017/2018-2020: le rapport a demandé:

- la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation solides, cohérents et transparents;
- des procédures et des systèmes de contrôle et de contrôle parlementaires renforcés, cohérents pour tous les instruments;
- l'amélioration de la transparence grâce à la création d'une base de données publique commune unique et transparente sur les projets et les actions;
- l'octroi de ressources financières supplémentaires et un soutien à la formation pour les organisations de la société civile (OSC);
- une implication plus stratégique des OSC dans tous les instruments et programmes externes, comme l'ont demandé à la fois le Conseil et le Parlement;
- la possibilité de garder en réserve les fonds non attribués de l'instrument européen de voisinage (IEV) et de l'instrument d'aide de préadhésion (IPA II), dans la limite de 10% des crédits initiaux pour chaque instrument, afin d'augmenter la capacité de réponse aux événements imprévus.

Architecture post-2020: les députés ont demandé que le financement des instruments du domaine des relations extérieures soit lié à des actions extérieures ambitieuses et que le budget de l'Union en tant qu'acteur mondial soit augmenté. Ils ont souligné qu'en cas de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le ratio budgétaire actuel destiné à l'action extérieure devrait être augmenté ou du moins maintenu aux niveaux actuels.

Le rapport a souligné la nécessité de prévoir le financement à long terme tout en introduisant des montants fixes à utiliser avec souplesse. La flexibilité nécessiterait la possibilité de transférer des fonds entre les enveloppes.

Rappelant les difficultés rencontrées actuellement par les bénéficiaires pour obtenir des financements au titre des instruments, les députés ont plaidé pour une simplification des procédures, l'adoption de procédures unifiées pour les différents services concernés de la Commission et du SEAE, la mise en place d'un guichet unique pour les organisations sollicitant un financement de l'Union et le recours à des solutions numériques afin de réduire la charge bureaucratique.

## Mise en œuvre des instruments de financement extérieur de l'Union: examen à mi-parcours en 2017 et future architecture après 2020

---

Le Parlement européen a adopté par 462 voix pour, 82 contre et 151 abstentions, une résolution sur la mise en œuvre des instruments de financement extérieurs de l'UE: examen à mi-parcours 2017 et future architecture après 2020.

Entre 2014 et 2020, l'UE a consacré 51,8 milliards EUR à son action extérieure. Une part importante de ce financement, 32 milliards EUR, est décaissée par le biais d'instruments dits de financement extérieur. Il s'agit de neuf instruments thématiques et géographiques distincts et d'un règlement commun de mise en œuvre.

Examen à mi-parcours: l'examen à mi-parcours de la Commission a conclu que les instruments actuels étaient généralement adaptés à l'objectif visé. Le Parlement a toutefois regretté :

- le manque de souplesse et de cohérence du financement de l'Union au titre de la rubrique 4 de l'actuel CFP, qui dénotent l'ambition limitée de l'Union d'agir en tant que véritable acteur mondial;
- le manque d'orientations politiques et de vision globale, l'incohérence dans l'application des valeurs de l'Union et des principes de partenariat, la lenteur des progrès dans la réalisation des objectifs liés aux réformes sociales et juridiques dans le voisinage élargi, l'absence de suivi et d'évaluation rigoureux;
- l'absence de document stratégique clair expliquant les synergies entre les instruments ainsi que leur rôle dans la stratégie globale de l'Union en matière de politique étrangère;
- l'absence de référence explicite à la possibilité de suspendre l'aide si un pays bénéficiaire ne respecte pas des principes fondamentaux tels que la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme.

Les fonds fiduciaires de l'UE ont été créés pour s'attaquer aux causes profondes de la migration. Les députés ont regretté que les contributions du budget de l'UE aux fonds fiduciaires de l'UE et à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie aient limité la cohérence globale, les perspectives à long terme et l'incidence de l'action de l'Union. Ils ont souligné une fois de plus que les nouvelles priorités devaient être financées par de nouveaux crédits et ont regretté que le Parlement n'ait été consulté officiellement à aucun stade du processus décisionnel de la déclaration UE-Turquie et qu'il n'ait pas été invité à donner son approbation.

Le Parlement a rappelé l'importance que les instruments soient complémentaires, puissent être adaptés au contexte local et puissent faire face rapidement et efficacement à des défis nouveaux et imprévus.

Recommandations pour 2017/2018-2020: la résolution a demandé:

- la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation solides, cohérents et transparents;
- des procédures et des systèmes de contrôle et de contrôle parlementaires renforcés, cohérents pour tous les instruments;
- l'amélioration de la transparence grâce à la création d'une base de données publique commune unique et transparente sur les projets et les actions;
- l'octroi de ressources financières supplémentaires et un soutien à la formation pour les organisations de la société civile (OSC);
- une implication plus stratégique des OSC dans tous les instruments et programmes externes, comme l'ont demandé à la fois le Conseil et le Parlement;
- la possibilité de reporter des fonds non alloués restants de l'instrument européen de voisinage (IEV) et de l'instrument d'aide de préadhésion (IPA II), dans la limite de 10% des crédits initiaux de chaque instrument, afin d'augmenter la capacité à répondre à des besoins majeurs imprévus.

Architecture post-2020: les députés ont demandé que le financement des instruments du domaine des relations extérieures soit lié à des actions extérieures ambitieuses et que le budget de l'Union en tant qu'acteur mondial soit augmenté. En cas de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le ratio budgétaire actuel destiné à l'action extérieure devrait être augmenté ou du moins maintenu aux niveaux actuels.

La résolution a souligné la nécessité de prévoir le financement à long terme tout en introduisant des montants fixes à utiliser avec souplesse. La flexibilité nécessiterait la possibilité de transférer des fonds entre les enveloppes.

Rappelant les difficultés rencontrées actuellement par les bénéficiaires pour obtenir des financements au titre des instruments, le Parlement a plaidé pour une simplification des procédures, l'adoption de procédures unifiées pour les différents services concernés de la Commission et du SEAE, la mise en place d'un guichet unique pour les organisations sollicitant un financement de l'Union et le recours à des solutions numériques afin de réduire la charge bureaucratique.

Les députés ont insisté sur le fait que toute restructuration des instruments devrait viser à améliorer la transparence, la responsabilité, l'efficacité, la cohérence et la flexibilité. Ils ont invité la Commission et le SEAE à proposer un plan de réforme des instruments prévoyant une structure de gouvernance solide, condition pour que le Parlement puisse accepter une réforme des instruments.